



CHAPITRE 276

Loi de la mainmorte

SECTION I

DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES À CERTAINES CORPORATIONS

Droit
d'acquie-
rir des im-
meubles.

1. Toute compagnie constituée en corporation et existant dans la Grande-Bretagne, comprenant les îles de la Manche et l'île de Man, dans les Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'en Canada, a le droit d'acquérir et de posséder des terres et immeubles en cette province, pour les occuper elle-même ou y poursuivre ses affaires seulement, nonobstant toute loi à ce contraire. S. R. 1941, c. 283, a. 2 (*partie*).

Droit
d'aliéner,
etc.

2. Ces compagnies, lorsqu'elles sont autorisées par leur charte ou par la loi qui les régit, ont et ont toujours eu le droit d'aliéner et d'hypothéquer leurs immeubles sans qu'il leur soit nécessaire d'obtenir le permis général ou spécial prévu par la section deuxième de la présente loi. S. R. 1941, c. 283, a. 2 (*partie*).

Corpora-
tions sans
but de
gain.

3. Aucune telle corporation, formée dans le but de promouvoir les arts, les sciences, la religion, les institutions de charité, ou toute autre fin semblable, ne comportant pas un but d'intérêt de la part de la compagnie ou des actionnaires individuellement, ne peut posséder, sans le consentement du lieutenant-gouverneur, exprimé en conseil, plus de dix acres de terre; mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par licence émise sous le sceau du secrétaire de la province, autoriser toute telle corporation à posséder des terres en telle étendue et sujettes à telles conditions qu'il juge à propos. S. R. 1941, c. 283, a. 3.

Licence.

CHAPTER 276

Mortmain Act

DIVISION I

SPECIAL PROVISIONS RESPECTING CERTAIN CORPORATIONS

1. Every company incorporated and existing in Great Britain (including the Channel Islands and the Isle of Man), in the United States of America or in Canada, shall have the right to acquire and hold any lands and immoveable property in this Province, for its occupation or the prosecution of its business only, any law to the contrary notwithstanding. R. S. 1941, c. 283, s. 2 (*part*).

2. Such companies, when authorized under their charter or the law governing them, have and always have had the right to alienate and hypothecate their immoveable property without its being necessary for them to obtain the special or general permit provided for in Division II of this act. R. S. 1941, c. 283, s. 2 (*part*).

3. No such corporation formed for the purpose of promoting art, science, religion, charity or any other like object, not involving the acquisition of gain by the corporation or by the individual members thereof, shall, without the sanction of the Lieutenant-Governor in Council, hold more than ten acres of land; but the Lieutenant-Governor in Council may, by license under the hand of the Provincial Secretary, empower any such corporation to hold lands in such quantity and subject to such conditions as he shall think fit. R. S. 1941, c. 283, s. 3.

Corpora-
tions not
for gain.

Licence.

SECTION II

DE L'ÉMISSION DE PERMIS RELATIFS À L'ACQUISITION ET À L'ALIÉNATION D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE

Requête pour acquérir, etc.

4. Il est loisible au secrétaire de la province sur requête:

1° D'accorder aux gens de mainmorte et aux corporations dont la capacité est limitée sous ce rapport l'autorisation d'acquérir des immeubles; et

2° D'accorder aux gens de mainmorte l'autorisation d'aliéner et d'hypothéquer leurs immeubles dans les cas où cette autorisation est requise. S. R. 1941, c. 283, a. 4; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 16; 12-13 Eliz. II, c. 62, a. 2.

Permis spécial.

5. L'autorisation est accordée au moyen:

1° D'un permis spécial émis à la demande d'une mainmorte ou d'une corporation, lequel confère à la mainmorte ou à la corporation qui en devient porteur la capacité requise relativement à un ou à plusieurs immeubles qui y sont désignés; ou

Permis général.

2° D'un permis général, émis seulement à la demande d'une corporation à fonds social constituée pour des fins commerciales ou autres, lequel confère à la corporation qui en devient porteur la même capacité, relativement aux immeubles, que possède une corporation créée par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province. S. R. 1941, c. 283, a. 5.

Contenu de la requête.

6. La requête doit énoncer:

1° Le nom, le mode de constitution en corporation ou l'origine de la corporation, congrégation ou association demandant l'autorisation, les objets pour lesquels elle est constituée, la date de sa charte ou du document qui l'a organisée ou constituée, ainsi que le montant de son capital-actions, s'il en est;

2° S'il s'agit d'un permis spécial, la valeur du ou des immeubles que le requérant se propose d'acquérir, d'aliéner ou d'hypothéquer, suivant le cas;

3° S'il s'agit d'un permis spécial, les fins auxquelles sont destinés les immeubles

DIVISION II

ISSUE OF PERMITS RESPECTING THE ACQUISITION AND ALIENATION OF IMMOVEABLE PROPERTY BY CORPORATIONS AND PERSONS IN MORTMAIN

4. The Provincial Secretary may, on petition: Petition to acquire, alienate.

(1) Grant to persons in mortmain and to corporations whose capacity in this respect is limited, authorization to acquire and hold immoveable property; and

(2) Grant to persons in mortmain authorization to alienate and hypothecate their immoveable property when such authorization is required. R. S. 1941, c. 283, s. 4; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 16; 12-13 Eliz. II, c. 62, s. 2.

5. The authorization shall be granted by means of:

(1) A special permit issued on the application of a person in mortmain or of a corporation,—conferring on the person in mortmain or the corporation holding the same the capacity required with respect to one or more immoveable properties designated therein; or Special permit.

(2) A general permit, issued only on the application of a joint stock corporation incorporated for commercial or other purposes,—conferring upon the corporation holding it the same capacity respecting immoveable property as is possessed by a corporation incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province. R. S. 1941, c. 283, s. 5. General permit.

6. The petition must set forth: Contents of petition.

(1) The name, the manner of incorporation or the origin of the corporation, congregation or association applying for the authorization; the objects for which it was constituted; the date of its charter or the document by which it was organized or created, as well as the amount of its capital stock, if any;

(2) In the case of a special permit, the value of the immoveable property or properties which the petitioner proposes to acquire, alienate or hypothecate, as the case may be;

(3) In the case of a special permit, the purposes to which the immoveable prop-

à acquérir; et, au cas d'aliénation ou d'hypothèque, le motif de l'aliénation ou de la constitution de l'hypothèque. S. R. 1941, c. 283, a. 6.

Trans-
mission
de la
requête.

7. La requête est transmise au secrétaire de la province et est accompagnée d'une copie de la charte ou de tout autre document constituant la corporation, congrégation ou association, pourvu que, si copie de cette charte ou de ce document ne peut être produite, les raisons qui rendent cette production impossible soient établies à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 283, a. 7; 9-10 Eliz. II, c. 80, a. 17.

Valida-
tion d'ac-
quisition,
etc.

8. Nonobstant toute disposition contraire, les acquisitions et aliénations d'immeubles et les constitutions d'hypothèques faites ou consenties par des gens de mainmorte ou une corporation, sans autorisation dans le cas où l'autorisation est requise, seront valides pourvu qu'elles soient autrement légales, si un permis spécial s'y rapportant, tel que prévu par la présente loi, ou si le permis général visé par le paragraphe 2° de l'article 5, est émis en vertu de ses dispositions.

Causes
pen-
dantes.

Les validations édictées par le présent article n'affecteront pas cependant les causes pendantes. S. R. 1941, c. 283, a. 8.

Droits de
l'acqué-
reur sub-
séquent,
etc.

9. Dans les cas où des gens de mainmorte ou une corporation dont la capacité est limitée sous ce rapport, ont acquis un immeuble sans autorisation, de même que, dans le cas de constitution d'hypothèque ou d'aliénation d'un immeuble sans autorisation par des gens de mainmorte ou une telle corporation, tout acquéreur ou tout créancier hypothécaire a, sur cet immeuble, les mêmes droits que si un permis spécial s'y rapportant avait été accordé.

Effet
rétro-
actif.

Le présent article s'applique aux acquisitions, aliénations et hypothèques faites ou consenties avant le 5 mars 1964. S. R. 1941, c. 283, a. 9; 12-13 Eliz. II, c. 62, a. 3.

Règle-
ments.

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier et abroger des règlements concernant les matières suivantes:

1° Les formules des permis et des requêtes, ainsi que les renseignements et les

erty to be acquired is destined; and, in the case of alienation or hypothec, the reason for the alienation or the giving of the hypothec. R. S. 1941, c. 283, s. 6.

7. The petition shall be transmitted to the Provincial Secretary, together with a copy of the charter or other document creating the corporation, congregation or association, provided that, if a copy of such charter or document cannot be produced, the reasons for which such production is impossible shall be proved to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 283, s. 7; 9-10 Eliz. II, c. 80, s. 17.

8. Any other provision to the contrary notwithstanding, every acquisition and alienation of immovable property and every hypothec made or granted by a person in mortmain or a corporation, without authorization in cases where authorization is required, shall be valid, provided they are otherwise legal, if a special permit relating thereto, as provided by this act, or if the general permit mentioned in paragraph 2 of section 5 is issued in virtue of the provisions thereof.

The validations enacted by this section shall not, however, affect pending cases. R. S. 1941, c. 283, s. 8.

9. In the case of acquisition of an immovable without authorization by a person in mortmain or by a corporation whose capacity in that respect is limited, as well as in the case of the hypothecation or alienation of an immovable without authorization by such a person or corporation, any acquirer or hypothecary creditor shall have, on such immovable the same rights as if a special permit relating thereto had been granted.

This section shall apply to acquisitions, alienations and hypothecs made or granted before the 5th of March, 1964. R. S. 1941, c. 283, s. 9; 12-13 Eliz. II, c. 62, s. 3.

10. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend or repeal regulations in connection with the following:

(1) Forms of permits and petitions, as well as the information and statements

Trans-
mission.

Acquisi-
tions, etc.,
valid.

Pending
cases.

Rights of
sub-
sequent
acquirer,
etc.

Retro-
active
effect.

Regula-
tions.

états qui pourront être requis avant l'octroi des permis;

2° Les honoraires exigibles sur les requêtes, les permis et les autres procédures auxquelles pourront donner lieu les demandes d'autorisation;

3° En général tout ce qui pourra être nécessaire pour la mise à exécution de la présente loi. S. R. 1941, c. 283, a. 11.

that may be required before the granting of a permit;

(2) The fees exigible upon petitions, authorizations and other proceedings which may be necessitated by the petitions for authorization;

(3) Generally everything that may be necessary for carrying out the provisions of this act. R. S. 1941, c. 283, s. 11.